

**Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire Général,
Vos excellences,
Chers collègues,**

L'ordre de notre monde en effervescence craque de partout. Le système de relations fondé sur le droit et le respect mutuel est de plus en plus souvent remplacé par la politique de la force, les réformes de la plupart des institutions multilatérales sont au point mort et les traités internationaux garantissent de moins en moins la paix.

Certains considèrent que c'est le résultat d'une trop grande importance accordée à la souveraineté des États, tandis que d'autres y voient les effets des actions entreprises pour la mise en place d'un nouvel ordre mondial naissante, basé sur les blocs.

Je suis persuadé que la paix et la prospérité ne sont pas menacées par ce qui reste de la souveraineté des États, mais par la politisation des institutions internationales et le blocage des processus de réforme.

La Hongrie, l'une des dix économies les plus ouvertes du monde, n'a aucun intérêt à la formation de blocs, mais elle a intérêt à ce que les institutions internationales fonctionnent comme des canaux de communication.

Je suis persuadé que toutes les institutions et tous les mécanismes de l'ONU ont été créés dans ce but, et je suis fier que ma patrie, la Hongrie ait pu y contribuer à plusieurs reprises durant les 70 années suivant son adhésion, entre autres, par sa participation à la création de l'Union interparlementaire.

La survie et le fonctionnement efficace des Nations Unies sont dans notre intérêt à tous, et l'Union Interparlementaire, en tant que dimension parlementaire de l'organisation, doit jouer un rôle décisif dans l'élaboration des réformes et dans la communication de ces réformes aux parlements des États membres.

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais attirer votre attention sur les mots du pape Léon XIV, prononcés à la deuxième Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel : « **Aujourd'hui, le temps est venu de dialoguer et de construire des ponts.** »

Cet événement a permis non seulement de renforcer le dialogue interreligieux, mais également d'attirer l'attention des responsables politiques sur la nécessité de garantir le bien commun et la justice, en soulignant que la paix est menacée non seulement par les conflits armés, mais aussi par l'injustice sociale.

Adoptons cette idée et nous aurons alors l'espoir de garantir la paix et la prospérité pour le monde.

Je vous remercie de votre attention.